

« La non-prolifération est plus importante que jamais »

ENTRETIEN Camille Grand, directeur de la Fondation pour la recherche stratégique à Paris

Trois jours avant la première visite de Barack Obama à Moscou, Camille Grand rappelle les enjeux du désarmement et de la lutte contre la prolifération nucléaire

Jean-Christophe PLOQUIN

Américains et Russes ont relancé la négociation sur la réduction de leurs stocks d'armes nucléaires. Qu'est-ce qui les motivent ?

Camille Grand : Barack Obama veut marquer une rupture avec son prédécesseur. L'administration de George W. Bush est probablement celle qui a le plus réduit le nombre de têtes nucléaires américaines, mais elle a toujours privilégié la manière unilatérale, en se préservant une capacité de remontée en puissance. Au contraire, les traités Start 1 et 2, négociés par Bush père, prévoyaient des vérifications, des plafonds juridiquement contraignants où un manquement pouvait être constaté. Barack Obama a renoué avec cette logique. En outre, il s'inscrit dans la vision d'un monde libre d'armes nucléaires, même s'il a précisé, dans son discours de Prague, le 5 avril, qu'il ne le verrait sans doute pas de son vivant !

Prendre l'initiative dans ce domaine est assez simple pour les Américains car l'arme nucléaire a beaucoup perdu de sa centralité dans leur stratégie de défense. Dans le domaine conventionnel, les Etats-Unis sont la puissance mondiale archidominante. C'est ce qui explique le ralliement récent de quelques grandes voix, comme Henry Kissinger, à la logique du «zéro arme nucléaire».

Les Russes ont une posture très différente. L'arme nucléaire est centrale dans leur politique de défense parce qu'elle est la garantie de leur statut de superpuissance. En revanche, ils ne se projettent pas dans l'hypothèse d'un monde sans arme nucléaire et leurs négociateurs seront sans doute réticents à percer certains seuils. Le commandant des forces stratégiques russes a dit qu'il ne pouvait accepter de réduire ses armes déployées en dessous de 1500 têtes nucléaires. Le chiffre finalement retenu sera révélateur du niveau d'ambition de l'accord.

Quelle est l'importance de ces négociations pour le reste du monde ?

Vingt ans après la fin de la guerre froide, Américains et Russes détiennent toujours plus de 90% des arsenaux nucléaires de la planète. La réduction de leurs stocks, sur laquelle ils souhaitent s'entendre avant le 5 décembre, date d'échéance de Start 1, seraient une très bonne nouvelle.

Peut-on imaginer, à cette occasion, la disparition des armes nucléaires à courte et moyenne portée en Europe ?

Le débat ne porte aujourd'hui que sur les armes américaines, quelques centaines de bombes assez rudimentaires qui seraient lancées par des avions stationnés en Allemagne, au Royaume-Uni, aux Pays-bas, en Italie et en Turquie. Ce sera un sujet de discussion important pour l'Otan dans l'année qui vient. Ce dispositif symbolise en effet le parapluie nucléaire des Etats-Unis, mais il n'est pas illégitime de s'interroger sur son maintien et sa modernisation.

Les avis sont partagés en Europe et il est probable que le compromis se fera sur une diminution de la posture. Barack Obama pourrait toutefois être tenté d'aller plus loin : alors que les Russes n'ont pas l'intention de se débarrasser de leurs armes équivalentes, il pourrait essayer de les attirer ainsi dans cette négociation. Ce serait un gros succès.

Quel sera l'impact d'une relance du désarmement pour la France ?

Les experts pensent que la question de l'inclusion des forces nucléaires françaises, britanniques et chinoises dans le processus de désarmement russo-américain, ne se posera sans doute qu'une fois que les Etats-Unis et la Russie seront arrivés au seuil de mille têtes nucléaires disponibles. Donc ce ne sera pas avec ce traité-là, ni le suivant, mais probablement après.

Cela dit, la France a déjà réduit de 50% son arsenal, significativement réduit ses moyens de lancement, accepté le traité sur l'interdiction des essais nucléaires, arrêté la production de matières fissiles à finalité militaire.... Elle se montre plutôt exemplaire. Par contre, son discours est compliqué car elle estime qu'un monde libre d'armes nucléaires ne sera pas forcément plus sûr et elle ne s'inscrit donc pas dans cette symbolique.

Justement, cette perspective est-elle envisageable, d'ici 40 ans?

Le scénario le plus probable est plutôt celui d'une accélération de la prolifération et d'une augmentation du risque d'emploi de l'arme nucléaire, dans un conflit régional ou par des terroristes. Si les crises nord-coréenne et iranienne ne sont pas résolues, la prolifération gagnera en effet les pays voisins. L'alternative la plus vraisemblable est celle où le nombre de puissances nucléaires n'augmente pas significativement et où on progresse doucement vers la voie du désarmement. Quant au scénario de l'abolition nucléaire, il n'est envisageable qu'avec un changement radical des relations internationales, notamment l'apaisement des tensions indo-pakistanaïses et israélo-arabes.

Comment faire croire, dès lors, aux vertus du traité de non-prolifération (TNP) ?

La non-prolifération est plus importante que jamais. Soit on la rétablit, et le risque d'emploi de l'arme nucléaire diminue, soit on entre dans un monde beaucoup moins sûr qu'aujourd'hui.

Le traité de non-prolifération parle aussi bien de non-prolifération que de désarmement. Il crée un lien entre les deux. Mais on observe aujourd'hui un décalage frappant entre Obama qui parle de désarmement, les Russes et les Américains qui veulent procéder à de nouvelles coupes, les Britanniques et les Français qui maintiennent une posture toujours plus resserrée, et l'Asie, qui est dans une dynamique de prolifération, du Moyen-Orient à l'Extrême-Orient, en passant par l'Asie du Sud et la Chine, qui se singularise parmi les cinq puissances nucléaires établies en étant la seule dont l'arsenal continue de grossir.

La question, au fond, est de savoir si, pour convaincre un grand nombre d'Etats non-nucléaires d'être fermes sur la non-prolifération, notamment vis-à-vis de l'Iran, il serait opportun de signaler que les puissances nucléaires établies veulent aller vers le désarmement. Ce sera tactiquement un choix important au moment de la conférence d'examen du TNP au printemps prochain.

RECUEILLI PAR JEAN-CHRISTOPHE PLOQUIN